



Numéro spécial sur Haïti

À LA MÉMOIRE DE Marx Vilair Aristide

Articles

Origines de la crise actuelle : les <i>Chimères</i> de Washington <i>Robert Maguire</i>	2
Le mouvement paysan organisé pris entre le fer et l'enclume <i>Chavannes Jean-Baptiste</i>	4
Investissement privé : le remède à des maux chroniques <i>Yves Savain</i>	5
Bases d'une approche fructueuse de Haïti <i>James R. Morrell</i>	6
Et si on laissait de la place aux Haïtiens? <i>Madeleine Desnoyers</i>	7
Le Canada dans le Haïti de l'après Aristide <i>Carlo Dade</i>	9

Comité éditorial

Donald R. Mackay, *directeur exécutif*

Sharon O'Reagan, *directeur adjoint*

Carlo Dade, *rédacteur invité*

Paul Haslam, *rédacteur en chef*

José Hernández, *Conception et mise en page*



À LA MÉMOIRE DE

Marx Vilair Aristide
1967 – 2004

Depuis la publication de ce numéro spécial de FOCAL Point sur Haïti, la diaspora haïtienne et la communauté de celles et ceux qui travaillent à l'amélioration de la situation dans le pays sont tous très éprouvés et, dans bien des cas, personnellement, par la disparition prématurée de Marx Vilair Aristide, qui a perdu la vie dans un accident d'automobile, à Washington, le 21 juin dernier.

Marx Aristide, qui était né aux Gonaïves, en Haïti, avait émigré aux États-Unis, où il avait obtenu un diplôme en économie à l'Université d'État de New York à Stony Brook. Ensuite, il était parti à Washington suivre des études de cycle supérieur à l'Université Howard. Par la suite, il avait pris la tête du Washington Office on Haïti, groupe de défense des droits de la personne sans but lucratif. Il était rentré en Haïti pour travailler avec un mouvement paysan organisé en tant que directeur de SEMENCE, fonds d'emprunt qui finançait des coopératives paysannes. Marx était un des premiers à vouloir amener la diaspora à participer au développement de Haïti, et la création de la Haitian-American Skills Share Foundation aura été un de ses derniers projets. Pendant sa carrière, Marx a travaillé avec tous ceux qui ont contribué à ce numéro spécial de FOCAL Point, sauf une personne. Nous avons tous des souvenirs de lui, mais ce sont surtout son intelligence, son dévouement et son sens de l'humour qui nous ont marqués. Marx était de ces hommes qui semblaient pouvoir bâtir sa fortune, ou du moins gagner confortablement sa vie, en faisant n'importe quoi. Pourtant, il avait choisi Haïti et une vie moins confortable. Marx savait toujours voir le côté humoristique du gâchis qu'est Haïti, tant la situation y est absurde, et il utilisait ce don pour ne pas y laisser la raison et nous aider à en faire autant. Avec sa disparition, travailler sur Haïti devient un peu plus difficile, un peu plus pesant et un peu plus solitaire.

Ce numéro spécial de FOCAL Point est dédié à Marx.

Concertation – Voix de Haïti

La crise politique et humanitaire récente en Haïti est, ou plutôt *était* jusque dernièrement, très médiatisée. Pendant quelques semaines, au Canada comme ailleurs, les médias ont présenté presque quotidiennement des reportages sur les événements qui s'y déroulaient. Pourtant, aussi vite que la crise a éclaté, la couverture s'est essouffée. Même si telle est la nature des informations et qu'il fallait s'attendre à ce que les médias s'intéressent à Haïti puis l'oublie, il y a beaucoup à redire sur l'ampleur et la profondeur de leur couverture.

Ce qui manquait, c'est ce que l'on a vu ailleurs dans la couverture en Iraq, en Arabie saoudite et en Afghanistan, à savoir une analyse approfondie et critique de la crise et de ce qu'elle signifie pour le Canada. Un nombre croissant de critiques et d'observateurs font remarquer qu'il ne s'agit pas d'une question futile. Plus que toute autre poudrière dans le monde, Haïti est lié au Canada par l'immigration, géopolitiquement par les relations de celui-ci avec l'ensemble des Caraïbes, ainsi que par la langue et la culture. Longtemps après que l'attention internationale ne sera plus focalisée sur l'Iraq et l'Afghanistan, Haïti continuera d'avoir des répercussions sur le Canada.

Des décisions sont prises actuellement au sujet du développement à long terme en Haïti et le Canada jouera un rôle important, y compris en organisant cet été la réunion internationale des donateurs sur Haïti. Plus que jamais, nous devons comprendre ce qui se passe en Haïti, ce que cela signifie pour le Canada et quelles sont les options pour l'avenir. Ce numéro spécial de *FOCAL POINT* sur Haïti réunit des voix de tout le spectre politique et géographique et leur donne plus d'espace que les quelques lignes auxquelles elles sont habituellement confinées. Yves Savain donne un point de vue sur le secteur privé et la Fondation Nouvelle Haïti de centre droite; Chavennes Jean-Baptiste écrit de Papaye au nom du mouvement paysan organisé, et il y a des voix de la diaspora haïtienne. Le numéro présente aussi une analyse critique du rôle des États-Unis en Haïti, par un ancien membre du Groupe de travail du département d'État américain sur Haïti, Bob Maguire, qui explique clairement et de manière concise comment on en est arrivé à la crise actuelle.

Les voix qui s'expriment ont des préoccupations différentes et, comme il s'agit de Haïti, des griefs du passé persistent, mais, ce qui est plus intéressant, c'est que se dessinent un ensemble de préoccupations communes et un consensus sur ce qui doit bouger. ■

Carlo Dade

Conseiller principal, FOCAL

Rédacteur invité pour le *numéro spécial de FOCAL POINT* sur Haïti.

Origines de la crise actuelle : les *Chimères* de Washington

Robert Maguire

Dans les rues de Port-au-Prince et dans toutes campagnes haïtiennes, nous avons vu assassiner et saccager comme cela s'était produit entre 1991 et 1994, après le coup d'État violent qui a porté de facto au pouvoir un régime militaire brutal. Des foules de civils déchainés et des escadrons de la mort paramilitaires ont pillé, incendié et détruit, se livrant à ce que les Haïtiens appellent le *dechoukaj*, ou déracinement. Des pays étrangers, et notamment les États-Unis, ont vite envoyé des troupes en Haïti pour protéger la vie de leurs ressortissants et pour essayer de stabiliser le pays,

et ces troupes se retrouvent de plus en plus aspirées dans une situation confuse où se mêlent colère, exaspération et peur, tandis que s'ajoute subrepticement à leur mission le désarmement des multitudes de Haïtiens armés.

Jean-Bertrand Aristide, le président soudainement exilé de Haïti, jure qu'on l'a obligé à partir, tandis que, pendant ce temps, à Port-au-Prince, un président intérimaire prête serment sous le regard attentif d'ambassadeurs et d'envoyés et qu'un nouveau premier ministre est nommé par un groupe de citoyens à présent constitués en commission consultative politique nationale. Devant tout cela, en vieil observateur de Haïti, j'ai une impression de *déjà vu*.

Multiplés déceptions

Le secrétaire d'État Colin L. Powell s'est déclaré « déçu » par le président Aristide maintenant déposé. Il a raison, car il ne fait aucun doute que M. Aristide ait donné bien des motifs de déception. Je ne m'attarderai pas sur le sujet ici, car les détracteurs de M. Aristide le font déjà avec un plaisir non dissimulé.

Je me demande, cependant, si M. Powell est également déçu par l'opposition démocratique autoproclamée de Haïti, groupe de dirigeants économiques et politiques qui nous donnent aussi amplement matière à critique et à regret. Son intransigeance et sa détermination à atteindre son unique objectif rassembleur – la destitution de M. Aristide – a poussé ce groupe largement improvisé à agir de manière assez peu démocratique. Ses responsables n'ont pas engagé de véritable processus démocratique, comme le seraient des élections et des solutions négociées à des problèmes politiques. En fait, fidèle à des méthodes politiques haïtiennes profondément ancrées, il a approuvé la violence dans la rue, convaincu qu'elle servirait ses objectifs politiques, imitant malheureusement en cela une stratégie largement employée par M. Aristide ces dernières années.

Depuis trois ans, ce groupe agit avec le veto d'une chaise vide à la table des négociations, sapant ou contrariant à plusieurs reprises des tentatives de solution internationales à la crise politique haïtienne. Ainsi, fin février, il a repoussé le plan du CARICOM que le secrétaire d'État Powell l'exhortait à accepter et qui prévoyait une

médiation pour arriver à une solution pacifique à la longue crise haïtienne qui aurait permis au président élu de terminer son mandat, tout en laissant le groupe participer à l'exercice du pouvoir.

Cet échec de l'influence américaine au moment crucial, fin février 2004, est doublement lamentable, car les personnalités qui composent cette opposition sont généralement considérées comme des alliés – voire des gens à la botte – de Washington. Parmi elles se trouvent des gens qui ont participé pendant des années à diverses réunions de stratégies politiques organisées par le International Republican Institute avec des fonds publics américains et qui se sont souvent rendus à Washington au cours des trois dernières années.

En passant en revue ce paysage politique, j'ai un net sentiment de *déjà vu* tandis que de prétendus chefs politiques non élus négocient leur accession au pouvoir. À leurs yeux, toujours fidèles à des méthodes politiques haïtiennes profondément ancrées, la fin justifie les moyens. Et quelles sont ces fins? Ce qui se passe en Haïti depuis quelques années, ce n'est pas une lutte politique sur des enjeux, des idées et des principes concurrents, mais seulement une lutte pour le pouvoir entre la classe politique et ses alliés, d'une part, et le gouvernement maintenant renversé et ses alliés, d'autre part.

Politique haïtienne des États-Unis

À propos de déception, je me demande également si ceux qui sont dans une large mesure responsables de la conduite de la politique haïtienne des États-Unis depuis janvier 2001, moment où cette politique a commencé à passer d'un engagement constructif à une attitude visant à isoler le gouvernement haïtien, à le priver de moyens, à le punir et à le coincer, je me demande si ces personnes partagent le sentiment de M. Powell. En cherchant de plus en plus à collaborer exclusivement avec des groupes d'opposition en Haïti, Washington a sacrifié une influence soigneusement construite auprès d'acteurs politiques haïtiens élus dont beaucoup se méfiaient déjà des États-Unis.

Cette crainte que Washington envoie à Port-au-Prince des signes politiques présumés, et que ces signes nuisent considérablement aux efforts déployés pour régler ce qui était alors une crise politique assez remédiable, était partagée par nul autre que l'ambassadeur américain en Haïti. Dans son allocution de départ, prononcée à Port-au-Prince pendant l'été 2003, devant la HAMCHAM, la Chambre de commerce américano-haïtienne, l'honorable Brian Dean Curran, diplomate de carrière, chef de la mission américaine en Haïti, déclarait ceci à propos de la longue crise politique qui secoue le pays :

« Une incohérence me trouble (en Haïti), et c'est la façon dont on interprète ici le point de vue de Washington. Ceux d'entre vous qui me connaissent savent que depuis mon arrivée ici en tant qu'ambassadeur du président Clinton, puis du président Bush, j'ai toujours été franc au sujet de la politique américaine et de ce que pourraient, ou ne pourraient pas, être ses nouvelles orientations. Mais beaucoup en Haïti ont préféré ne pas m'écouter, moi le représentant du président, et écouter leurs propres amis à Washington, sirènes de l'extrémisme ou du revanchisme, d'une part, ou apologistes, d'autre

part. Ils n'occupent pas de fonctions officielles. Je les appelle les *chimères* de Washington. »

Depuis quelques années, la politique – et l'attitude – des États-Unis envers Haïti est malheureusement dictée par la profonde animosité qu'un groupe d'acteurs assez petit mais puissant à Washington nourrit à l'encontre d'un seul homme – Jean-Bertrand Aristide. Les politiques appliquées à la lettre sous les auspices de ce groupe soit pour émasculer M. Aristide politiquement, soit pour le forcer à quitter le pouvoir, comme nous l'avons vu, mettent Haïti et sa population en grave danger, tout en créant un risque d'effet de contagion dans les Caraïbes.

Pour réaliser un objectif borné, avoir la tête de M. Aristide, les *chimères* de Washington ont, en fait, appliqué des politiques dévastatrices pour Haïti. Quel meilleur exemple donner de quelqu'un qui est prêt à jeter l'eau du bain pour attraper le bébé.

Victoire à la Pyrrhus

Le départ de M. Aristide est acquis, du moins pour l'instant. Ceux qui l'on cherché se réjouissent de leur victoire politique. Mais il s'agit d'une victoire à la Pyrrhus, car Haïti s'est encore plus enfoncée dans une dangereuse anarchie, au risque de devenir une sorte d'État livré aux narcotrafiquants, les pistes d'atterrissage et les ports du pays tombant entre les mains de seigneurs de la guerre locaux dont beaucoup trempent déjà dans le trafic de drogue.

Il s'agit d'une victoire à la Pyrrhus parce qu'elle a été obtenue en mettant peu à peu Haïti dans l'incapacité de faire face aux défis et aux crises humanitaires, sociales et environnementales auxquels il est confronté. Et nous avons vu endommager considérablement l'infrastructure humanitaire et de développement du pays déjà faible, quand les routes et les ports ont été très abîmés et détruits, et des bâtiments publics et privés, pillés et incendiés. Des rebelles armés en maraude ont ainsi attaqué des installations médicales aussi respectées que l'hôpital du centre de Haïti dirigé par l'organisation Partners in Health du Dr Paul Farmer. Deux membres du personnel y ont été assassinés, la seule ambulance de l'établissement a été

réquisitionnée, et le personnel médical ainsi que les patients sont constamment menacés par les bandits.

Ce qu'il y a sans doute de plus pyrrhique dans cette victoire, c'est qu'elle sera intervenue aux dépens de la foi dans la démocratie du peuple haïtien. L'accueil enthousiaste réservé par certains aux hommes en armes de retour en est la plus belle illustration. S'il ne doit faire aucun doute que cet accueil exprimait l'instinct de conservation réaliste de ceux qui n'ont pas d'armes, la gratitude de ceux qui ont été libérés des geôles haïtiennes et de leur famille, et la satisfaction d'anciennes figures militaires et paramilitaires qui attendaient patiemment pareille ouverture, il est aussi alimenté par un autre facteur. Les Haïtiens sont profondément déçus et, à dire vrai, dégoûtés par le comportement de tous leurs dirigeants politiques qui, depuis dix ans, sont tellement absorbés par leurs propres luttes personnelles, livrées pour se maintenir au pouvoir ou pour y accéder, qu'ils ont sacrifié leur pays. Pour reprendre une image, ils jouent de la lyre pendant que Port-au-Prince brûle.

Ce désenchantement par rapport à la démocratie est tragique et dangereux. Les Haïtiens nourrissaient des « rêves de démocratie » depuis la chute de la dictature Duvalier, en 1986. Leurs rêves ont tourné plus d'une fois au cauchemar. Il est dans l'intérêt de tous de travailler de concert pour gommer ce désenchantement et redonner foi dans le règlement des différends par la participation, l'engagement, la médiation pacifique, la primauté du droit et le rejet de toutes les formes d'intimidation, de violence et de récidivisme politiques. ■

Robert Maguire, PhD, est directeur du Trinity College Haiti Program à Washington. Avant cela, il faisait partie du Groupe de travail du département d'État américain sur Haïti, Bureau des affaires de l'hémisphère occidental. Cet article est tiré d'un témoignage devant le Comité des affaires étrangères du Sénat américain datant du 10 mars 2004.

Le mouvement paysan organisé pris entre le fer et l'enclume

Chavannes Jean-Baptiste

Note de la rédaction : Cet article est extrait d'une lettre plus longue écrite en février 2004 par Chavannes Jean-Baptiste, directeur du Mouvement des paysans de papaye / Mouvement paysan papay (MPP). Les récents événements ont rattrapé l'histoire, mais l'analyse éclaire sur les relations entre les insurgés armés et le mouvement paysan organisé en Haïti. L'extrait a été revu par souci de concision.

Quelle est la position du MPP face à cette nouvelle situation?

Nous sommes dans une situation de facto, pas dans une situation légale. Le Front [Front de libération nationale de Haïti] se bat pour forcer Aristide à partir. Nous-mêmes, nous nous battons pour son départ depuis son retour au Palais national. Nos intérêts coïncident en cela : nous voulons tous deux qu'il s'en aille. C'est tout ce que nous avons en commun, mais ils [le

Front] viennent d'adopter la position qui est la nôtre depuis très longtemps. Nous voulons tous deux le départ d'Aristide, mais nos méthodes sont différentes. Le MPP a toujours utilisé des méthodes pacifiques reposant sur la mobilisation de la population. Ils ont choisi les armes.

Nous voulons un pays normal fondé sur la démocratie participative où nous pourrions continuer d'agir pour changer la situation des masses populaires et, tout spécialement, de la paysannerie, qui représente plus de 70 % de la population. Nous ne connaissons pas les plans du Front. Nous avons des problèmes avec l'origine de tous les secteurs qui le constituent. Nous y voyons les anciens militaires qui torturaient les militants du MPP pendant le coup d'État, le FRAPH [Front révolutionnaire pour l'avancement et le progrès haïtien] qui a obligé tous les militants du MPP à prendre le maquis, l'Armée Canibale qui a maltraité et tué, et des partisans d'Aristide.

Nous ne pouvons nous allier avec ce groupe tout simplement parce que nous sommes opposés à Aristide. Une alliance doit reposer sur plus que cela. Ils ont reconnu, cependant, la nécessité d'un président intérimaire issu de la société civile et ils ont accepté de rendre leurs armes dès qu'un nouveau gouvernement remplacera celui d'Aristide. Rien ne dit qu'ils n'aient pas l'intention de prendre le pouvoir. Ils sont clairs sur un seul point : l'existence de l'armée dans la constitution haïtienne. Ils veulent le retour de l'armée. Il est vrai que l'armée est constitutionnelle, mais il y a long à dire là-dessus.

Aujourd'hui, d'après notre analyse, l'immense majorité des Haïtiens veulent voir Aristide démissionner. Jusqu'à présent, la communauté internationale le soutient fermement. Comme elle a tellement perdu la face dans cette affaire, l'OEA se range maintenant derrière le CARICOM et sa proposition de solution pour mettre fin à la crise. Or, le peuple haïtien n'aime pas cette proposition pour deux raisons : la communauté internationale ne comprend pas – si l'OEA a échoué dans ce dossier, comment le CARICOM pourrait-il réussir? C'est comme si on s'attendait à voir réussir un simple soldat là où un général a échoué. Ensuite, parce qu'il a toujours manifesté son soutien à Aristide, personne en Haïti ne peut

prendre le CARICOM au sérieux.

À l'heure actuelle, aucun secteur dans la vie nationale ne fait confiance à la communauté internationale et à son optique du règlement de la crise. ■

Chavannes Jean-Baptiste est directeur du Mouvement des paysans de papaye / Mouvement peyizan papay (MPP) en Haïti.

Investissement privé : le remède à des maux chroniques

Yves Savain

À peine sortis d'une autre saison politique difficile, les Haïtiens en Haïti et la diaspora haïtienne sont une fois de plus mis au défi d'appliquer des politiques qui apportent une tranquillité sociale durable et une prospérité économique largement distribuée. Il leur faut d'abord mettre en place le gouvernement limité prévu par la Constitution de 1987. Le vrai rôle de ce gouvernement est de motiver, de faciliter, de coordonner et, surtout, de ne pas empêcher le libre jeu des forces du marché qui sont les seules à pouvoir stimuler la productivité et engendrer la croissance. Il est important, bien sûr, d'assurer une obligation de rendre des comptes en instaurant un processus électoral équitable et transparent. Cependant, avec un appareil judiciaire juste et compétent, l'incidence la plus importante et la plus favorable sur l'économie viendra de la décentralisation de l'administration publique, de son contrôle et de sa supervision. La Constitution prévoit cette réforme et est également propice à la création d'organismes régionaux mixtes mais principalement privés, habilités à lever des fonds et à gérer de grands projets de travaux publics. Cette approche, courante aux États-Unis et naguère jugée possible en Haïti, réunit beaucoup de suffrages, notamment dans les milieux d'affaires haïtiens.

Là réside le véritable dilemme économique et, par défaut, politique de Haïti. L'aspiration générale de la nation à la prospérité ne se réalisera qu'en attirant des investissements massifs. Des gestes de générosité bilatérale et multilatérale aussi modestes qu'irréguliers ne suffiront pas pour bâtir et maintenir l'économie nécessaire pour faire vivre 8 millions d'êtres humains au début du XXI^e siècle. Le terme opérationnel est pris ici au sens large. Car sans l'injection voulue de capitaux pour construire soigneusement l'infrastructure qui sera la base de la croissance future, le déclin écologique et social de Haïti ne sera pas ralenti. Au contraire, l'instabilité sociale, une pauvreté abjecte et chronique, et une émigration continue persisteront.

Pour l'instant, l'économie se traîne, alimentée principalement par l'argent envoyé par les expatriés. La Banque interaméricaine de développement (BID) estime que le pays reçoit ainsi près de 1 milliard de dollars US par an, pour un PIB de 3,6 milliards de dollars US, d'après les calculs de la Banque mondiale. Les transferts individuels dépassent rarement 3 000 \$ par an, mais ils sont importants, comparé aux exportations de biens et de services que la Banque mondiale évalue à 12,6 % du PIB. Ces petites subventions individuelles, destinées à la consommation et envoyées

principalement par des Américains d'origine haïtienne, ont généralement peu d'effet sur l'épargne, les réinvestissements et la croissance économique globale, qui sont restés inchangés ou ont diminué au cours de la même décennie.

Cependant, même avec une situation macro-économique défavorable, la population s'obstine à vouloir améliorer sa condition. Après l'émigration, l'éducation est généralement considérée comme le moyen d'amélioration financière le plus prometteur. L'instruction occupe une grande place dans tout le pays. Les établissements d'enseignement privés, fortement subventionnés par l'argent des expatriés, accueillent, mal dans la plupart des cas, plus de 70 % des enfants scolarisés. Le commerce, c'est-à-dire l'importation, la distribution et la vente au détail de produits importés – souvent d'occasion –, est un autre pilier essentiel d'une économie fragile et déséquilibrée. Là encore, l'argent envoyé par des parents fait vivre une nouvelle classe de marchands qui forment un immense réseau d'entrepreneurs de base de ce que l'on appelle autrement l'économie parallèle.

C'est donc le côté officiel de l'économie dont il faut s'occuper d'urgence. Et ce n'est que de ce côté que l'on peut prendre des mesures concrètes pour attirer massivement les ressources qui permettront d'améliorer le niveau de vie de tous. En fait, ce qui fait obstacle à ces investissements, ce n'est pas une pénurie de modèles de gestion viables, mais l'absence de certitude juridique et réglementaire. Il faut des assurances que la concurrence sera protégée et les résultats, récompensés. Par exemple, des fonds peuvent se matérialiser rapidement pour offrir aux Haïtiens des services de télécommunications modernes et à prix abordable, comme c'est déjà le cas dans la plupart des communautés des Caraïbes. Sans un sou dans le Trésor public, la classe politique du pays a le pouvoir de doter largement les grandes villes de capacités vocales et à large bande.

Pour avancer, des autorités véritablement autonomes doivent être chargées de construire et de gérer l'infrastructure haïtienne. Depuis 2001, Jacmel, ville de 30 000 habitants, bénéficie d'un service électrique fiable 24 heures sur 24 et ce, parce l'Agence canadienne de développement international, qui a financé sa centrale électrique, a travaillé en étroite collaboration avec la

collectivité locale et obtenu l'assurance d'une indépendance totale et de la non-ingérence d'EDH, le service national d'électricité qui a ses bureaux à Port-au-Prince. Les investissements importants qui apporteront le courant à d'autres villes et localités ne doivent pas être à la merci de caprices politiques ou de pire. Les gestionnaires et les administrateurs doivent être choisis sur la base de leurs compétences et de leur réputation. Cela vaut aussi pour les ports et les aéroports, l'eau potable et les principaux axes routiers à moderniser. Alors seulement l'avantage comparatif du pays en matière de commerce, d'activités manufacturières à petite échelle et dans d'innombrables autres secteurs encore à développer pourra peut-être tenir tout son potentiel.

En bref, la renaissance économique doit être la plus grande priorité de tout nouveau gouvernement et elle dépend d'investissements extérieurs importants. Une fois les conditions juridiques voulues en place, la diaspora sera la première à accélérer les transferts. Les institutions financières multilatérales, bilatérales et privées suivront sans nul doute. Et, pour tout gain à court et à long terme, le mieux est d'investir tout capital entrant dans la construction d'une infrastructure moderne.■

Yves Savain est président et directeur de programme de KeyBridge International et consultant auprès de la Fondation Nouvelle Haiti et de FNH America, Inc.

Bases d'une approche fructueuse de Haïti

James R. Morrell

Haïti est un pays troublé où les gens qui participent à la vie publique ont du mal à faire des compromis. Les Haïtiens sont lents à donner leur confiance et vifs à dénoncer. Cela vaut même pour ceux qui sont intellectuellement attachés à la démocratie. La fabuleuse loyauté que l'on se manifeste dans la vie familiale – pour preuve, plus de 1 milliard de dollars envoyés volontairement chaque année par des Haïtiens expatriés au Canada ou aux États-Unis – ne s'étend guère à la vie politique, où c'est chacun pour soi, à commencer par le président, comme l'a démontré tout dernièrement Jean-Bertrand Aristide de façon très convaincante, même s'il n'était que le dernier d'une longue lignée de présidents haïtiens à se comporter ainsi. Haïti doit donc encore se bâtir véritablement en tant que nation.

Cependant, il arrive que les Haïtiens surmontent leur méfiance, prennent des risques personnels et accomplissent de grandes choses ensemble. À la fin de 2003 et dans les premiers mois de 2004, la majorité des Haïtiens probablement s'est donné un objectif commun élémentaire et fragile, juste à temps pour le bicentenaire de ce premier moment de rare unité qui avait conduit, en 1804, à la victoire du seul soulèvement d'esclaves du monde qui ait abouti. L'unité de 2004 était une unité négative, un rejet de la corruption, des abus et de la violence d'Aristide, une unité longue à se former et rapide à se dissiper. Pourtant, elle était là et, partie des intellectuels et du Groupe des 184, coalition d'opposition gouvernementale, elle a gagné les étudiants et les habitants préoccupés de Port-au-Prince, la population de Cap-Haïtien

mobilisée par l'Initiative citoyenne et les anciens hommes de main d'Aristide avec leurs nombreux partisans aux Gonaïves. Hier encore, ces hommes de main terrorisaient les éléments démocratiques, mais à présent, les divers fils du mouvement impromptu s'encouragent mutuellement. Le 1^{er} janvier 2004, les manifestants de Port-au-Prince écoutaient des nouvelles des Gonaïves à la radio. Ils se renforçaient les uns les autres et, quand les anciens sbires d'Aristide aux Gonaïves ont pris le quartier général de la police, le 5 février 2004, après avoir dispersé les policiers et les gangs envoyés par Aristide, le glas du régime a sonné. L'homme que presque tout un pays avait porté n'avait plus personne pour le défendre.

Un autre groupe d'anciens hommes de main d'Aristide – narcotrafiquants, soldats de l'armée dissoute et terroristes – suivaient les événements depuis la République dominicaine. Ils ont attrapé quelques vieux fusils, se sont entassés dans quelques camions et ont fait tomber le château de cartes qu'ils ont trouvé sur le plateau central et à Cap-Haïtien. Les manifestations fréquentes et insistantes du Groupe des 184 débordaient presque dans les jardins du palais présidentiel, mais étant pacifiques, elles n'en ont jamais menacé physiquement l'occupant. Le soulèvement des anciens hommes de main d'Aristide aux Gonaïves et celui des narcotrafiquants et des hommes de l'armée venus de République dominicaine étaient différents. Comme prévu, Aristide s'est enfui, non sans avoir, apparemment, mis en sécurité au moins 250 millions de dollars à l'étranger sur les comptes de parents, en prévision de ce jour. C'est une alliance de convenance, pas une unité intellectuelle, qui liait ces trois principales composantes disparates du soulèvement contre Aristide, mais aucune n'aurait pu réussir sans l'autre, et elles semblaient même en avoir vaguement pris conscience.

Il faut donc applaudir les Haïtiens de s'être de nouveau libérés en 2004, car il est certain que, comme en 1804, ils l'ont fait tout seuls. En fait, ils se sont libérés malgré les réticences de grandes puissances occidentales. Le gouvernement Bush a eu vite fait de surmonter le dégoût idéologique que lui inspirait initialement Aristide pour l'accepter et le soutenir à la tête du pays. Pendant trois longues années, il lui a apporté un

appui diplomatique et, à partir de 2002, il a peu à peu rétabli l'aide supprimée par le président Clinton au lendemain des élections de 2000. L'OEA a penché en faveur d'Aristide. Par ailleurs, ce dernier aurait versé 7 millions de dollars à d'anciens membres du caucus noir du Congrès et à d'autres lobbyistes pour qu'ils plaident sa cause sur la scène politique américaine. Même des éléments de gauche, qui auraient dû prendre le plus nettement parti pour le peuple et contre Aristide, se sont rangés dans son camp et y restent à ce jour.

C'est donc le peuple haïtien qu'il faut saluer en 2004. Nul en Occident n'a de raison de se plaindre qu'ils aient pris les choses en main. Ce n'est pas la faute des Haïtiens si ce sont des voyous qui ont porté l'estocade, mais des Occidentaux, qui ont abandonné le mouvement démocratique, le laissant seul et incapable d'aller jusqu'au bout. Loin d'aider le mouvement démocratique, dans les dernières semaines, après l'envoi de cinquante Marines, certains faisaient campagne en Occident pour que l'on envoie plus de troupes au secours du régime désavoué d'Aristide. Se méprenant totalement sur la situation, les sénateurs américains John Kerry et Tom Harkin, le caucus noir, la majeure partie de la gauche américaine et les éditorialistes du New York Times et du Washington Post ont tous réclamé à cor et à cri l'expédition de Marines en Haïti pour sauver Aristide. Au moment critique, comme toute autre administration sortante dans des circonstances similaires, le gouvernement Bush a refusé d'engager l'armée américaine dans une cause aussi désespérée et inutile.

Le Canada peut fonder une approche fructueuse de Haïti sur cette analyse qu'il partage avec le gouvernement Bush, mais plus important encore, il doit comprendre combien il est important de s'appuyer sur ce sentiment d'unité que les Haïtiens ont réussi à faire naître dans le soulèvement contre Aristide. Il ne sera pas facile à des étrangers de désarmer les bandes rebelles ou les groupes de Lavalas pour le nouveau gouvernement. Il y a trop d'armes en circulation et elles sont trop faciles à cacher. De plus, une telle opération transformerait les troupes étrangères de force de stabilisation en force d'occupation. Il ne reste donc que la persuasion politique, en s'appuyant sur la fragile unité anti-Aristide, pour canaliser et ramener dans le processus politique les anciens hommes de main et les anciens soldats. Seuls certains seront prêts à se laisser ainsi canaliser, mais les autres renoueront volontiers avec leurs activités criminelles, menaçant sérieusement par là même le régime provisoire et ses protecteurs étrangers. Minimiser le problème, plutôt que de le provoquer, devrait être l'objectif.

De même, l'inclusion du parti Lavalas pro-Aristide dans la commission tripartite originale qui a nommé le gouvernement intérimaire, et la tentative faite pour l'inclure dans la commission électorale, peut encore persuader les membres modernes de cette organisation que son avenir se trouve dans le processus politique et pas dans un outil toujours au service personnel d'Aristide et organisateur de bandes dangereuses.

Les pays des Amériques et la communauté des donateurs n'ont pas à creuser le fossé entre les Haïtiens. La communauté internationale devrait – et les Canadiens y excellent – examiner objectivement la situation, discerner les éléments d'unité existants et exiger que les Haïtiens

travaillent ensemble dans un processus commun en les y aidant. Une fois que l'on leur aura fait clairement comprendre que des compromis mutuels sont essentiels pour avancer, et que l'étranger appuie le processus démocratique et pas une faction en particulier, la voie vers succès sera ouverte. ■

James R. Morrell est directeur du Haiti Democracy Project, organisme de recherche qui a ses bureaux à Washington.

Et si on laissait de la place aux Haïtiens?

Madeleine Desnoyers

En ce début de juin 2004, moment où la mission internationale commence à arriver en Haïti, d'aucuns s'interrogent sur ses chances de succès, d'autres tentent d'identifier pourquoi les missions antérieures et les actions des bailleurs de fonds internationaux n'ont pas su freiner les dérives qui ont mené à cette presque guerre civile? Comment expliquer qu'ils n'aient pas su contribuer significativement aux progrès de la démocratie et de la paix en Haïti?

M. John Réginald Dumas, le conseiller spécial de l'ONU pour Haïti, cité par Jocelyn Coulon dans La Presse le 2 juin 2004, dans un article publié en La Presse, 2 juin 2004, attribue en partie les échecs des missions antérieures à « l'incapacité des organisations internationales à associer la population locale » à ses actions. On pourrait appliquer cette constatation aux gouvernements haïtiens et en particulier à ce gouvernement provisoire.

Pour leur part, les bailleurs de fonds engagés dans la mise en place du *Cadre de coopération intérimaire* (CCI) ont tenté une synthèse des « leçons apprises » où ils retiennent entre autres le manque de vision à long terme, de coordination entre les bailleurs de fonds, de la transparence et de confiance de part et d'autre dans les relations gouvernement/bailleurs de fonds; ils soulignent également, et c'est ce qui nous intéresse ici, que les facteurs sociaux, culturels, historiques ne sont pas considérés dans leur planification et en effet,

c'est une lacune amplement soulignée (mais peu documentée) dans des évaluations des programmes des bailleurs de fonds portant sur la démocratie et la gouvernance. Leur espoir, la synthèse fait état de succès, tel le fonctionnement des infrastructures d'électricité à Jacmel, l'attribuant à la participation à l'entreprise de la population, qui se L,est appropriée au point de défendre les installations contre la destruction durant les troubles du début de 2004.

Durant une mission de Droits et Démocratie en Haïti du 11 au 22 mai, nous avons écouté des Haïtiens nous parler d'eux, de leur désir de se construire et de se définir comme nation, de leur exaspération à être toujours dirigés d'en haut et de l'extérieur.

S'il est une revendication élémentaire de citoyenneté c'est bien celle d'apparaître dans les registres d'état civil. Quelques millions d'Haïtiens n'ont même pas cette existence officielle. Ce n'est pas le gouvernement mais des organisations de droits de la personne qui font campagne pour l'état civil en ce moment. Question légitimée encore davantage par les élections de 2005.

Les conditions dans laquelle vivent la majorité des Haïtiens sont absolument désolantes : alors que le Premier ministre Latortue avait promis de rétablir les services d'électricité, d'eau, de collecte des débris et d'améliorer la sécurité dans les trois premiers mois de son mandat, c'est son silence autant que son inaction qui donne à penser à la majorité des Haïtiens qu'ils n'existent tout simplement pas pour ce gouvernement intérimaire. Que la remise en marche du pays soit un casse-tête, les Haïtiens peuvent le comprendre, encore faut-il qu'on s'adresse à eux pour leur expliquer les retards, les obstacles, fixer des délais réalistes. Et si on les appelle à participer dans des brigades de nettoyage, sans doute arriverait-on à parer à la démobilité, au désarroi que produit l'absence de leadership, plutôt que d'attendre les gros camions de l'aide internationale?

Conférence nationale, congrès national de refondation, états généraux, contrat social : autant de projets venant d'organisations diverses de la société civile qui disent le désir des Haïtiens de se définir eux-mêmes, entre eux, de circonscrire un projet de nation. C'est le besoin de démarrer à nouveau pour effacer le fort sentiment d'échec pudiquement exprimé par plusieurs interlocuteurs. FAUT FAIRE SOCIÉTÉ résumait l'une d'entre elles. Il s'agit dans un premier temps de réunir les gens dans les régions, par secteurs d'activité, et au-delà de l'insécurité et de la peur, de parler publiquement, de formuler des plans de développement régional, pour aboutir dans un deuxième temps à un projet de pays et de nation. Tous souhaitent arriver à un consensus autour d'un tel projet pour redéfinir leur pays. Il y a sur la route des défis majeurs à affronter: admettre qu'il y ait des divergences malgré ce souhait commun, que ces divergences sont inévitables, que malgré elles les Haïtiens peuvent apprendre à dialoguer, à négocier. La communauté internationale peut fournir les moyens matériels de réaliser ces événements, tout en laissant le contrôle total du processus aux Haïtiens eux-mêmes.

La société civile haïtienne a été déterminante dans le départ du président Aristide, la communauté internationale s'étant contentée de garantir sa sortie. Et ce, au terme d'une période de mobilisations et de protestations longue et coûteuse en termes de vies humaines et de violations de toutes sortes, période de mobilisations et de protestations. La société civile n'a pas fait que cela, ce qui était déjà beaucoup. Elle a su faire des propositions de sortie de crise : la Plate-forme démocratique suggérant la constitution d'un Conseil des Sages qui compte des représentants de cette société civile, la coordination des femmes (CONAP) demandant une juste représentation des femmes dans le gouvernement provisoire, entre autres. Bien avant cela, des organisations sociales ont démontré leur capacité à faire des propositions de politiques, de modifications législatives, à créer ainsi un espace politique où ont pu exister un dialogue et des négociations avec des instances gouvernementales. Les bailleurs de fonds disent vouloir appuyer la participation de la société civile : il ne s'agit pas que de renforcer les capacités institutionnelles de telle organisation ou telle coalition, il s'agit de renforcer la capacité des organisations à analyser la situation dans leur secteur (code du travail, conditions de travail dans les usines, registre des terres, politiques agricoles, situation des femmes), à identifier les besoins, à formuler des propositions de politiques, à acquérir les moyens de faire valoir ces propositions auprès des instances gouvernementales, il s'agit aussi d'encourager les gouvernements haïtiens successifs à s'engager lui aussi dans ces espaces politiques de dialogue et de négociation, à faire une place, dans les institutions, à la participation des organisations sociales.

La démocratie ne peut se construire nulle part sans une société civile forte, indépendante, où les secteurs les plus marginalisés ont leur place. La communauté internationale peut fournir les moyens d'existence à cette société civile tout en prenant soin de laisser les Haïtiens la latitude pour la construire à leur image.■

Madeleine Desnoyers, Agent régional pour les Amériques, Droits et Démocratie, Montréal, Canada.

Le Canada dans le Haïti de l'après-Aristide

Carlo Dade

Plus que les crises en Europe et au Moyen-Orient, l'effondrement de Haïti préoccupe, et continuera de préoccuper, particulièrement et directement le Canada, tant à l'échelle nationale qu'internationale. L'instabilité et l'anarchie grandissant en Haïti et le pays s'enfermant dans le rôle de base du trafic de stupéfiants et du crime transnational, les répercussions se feront sentir au Canada et aux États-Unis.

Dans l'immédiat, l'effet se fera ressentir le long des voies migratoires et transnationales qui relient Haïti et le Canada. À plus long terme, les problèmes en Haïti se ressentiront dans les pays voisins et nuiront généralement aux intérêts canadiens ainsi qu'aux communautés immigrées du Canada venues de l'ensemble des Caraïbes. Réagir face à la crise haïtienne n'est pas seulement dans l'intérêt national. Il y va aussi de la place que le Canada entend occuper dans le monde. Il y a peu d'endroits où le Canada ait un avantage comparatif aussi évident en tant que pays francophone donateur, doté des institutions correspondantes. Et aucun autre donateur n'a d'histoire positive en Haïti et n'est aussi peu encombré par un passé colonial. La question n'est donc pas de savoir *si* le Canada doit s'engager en Haïti, mais *comment* il devrait s'y engager.

Tout d'abord, il est essentiel de préciser que Haïti n'est pas un cas désespéré. Il n'est écrit nulle part qu'il doit être mal gouverné et pauvre. Il n'est pas besoin pour s'y attaquer à la pauvreté et à la mauvaise gouvernance de défier les lois de la physique ni d'avoir une connaissance approfondie de la théorie de la physique quantique. Les tentatives amorcées par le passé pour améliorer la gouvernance et la qualité de vie en Haïti ont échoué dans une large mesure à cause d'un mélange de brutalité et de corruption haïtienne et de lassitude mêlée d'impatience de la part des donateurs. Cependant, l'échec le plus récent est directement lié à une antipathie unique et inutile du gouvernement Bush envers Aristide que documente admirablement Robert Maguire dans ce numéro spécial de *FOCAL POINT*. La destitution d'Aristide signifie la fin de l'obstructionnisme américain et donne donc une nouvelle chance à Haïti, aux Haïtiens et à la communauté internationale des donateurs. Elle offre aussi une possibilité au Canada.

Ensuite, la situation en Haïti n'est pas encore aussi préoccupante qu'en Afghanistan ou en Somalie, même si elle va clairement dans cette direction. Les institutions au service de l'ordre public qui exercent les fonctions de gouvernement ont cédé sous la violence et l'effondrement économique intérieurs. Des vestiges de l'État haïtien persistent, mais leur présence n'est que fantomatique. Autrement dit, l'État garde un statut légal peu solide, mais à toutes fins utiles, il n'est plus en mesure d'exercer son autorité sur son propre territoire. Le vide du pouvoir et la misère effroyable sont des reproches à l'hémisphère et aux principaux pays donateurs. Haïti est un point de transbordement important de la drogue. On estime que près de 21 % de la cocaïne qui

part de Colombie pour les États-Unis et le Canada passe par Haïti. Les meneurs de l'insurrection armée qui a fait tomber Aristide font l'objet d'une enquête des organismes antidrogue américain, les Drug Enforcement Agencies. L'argent de la drogue, que le département d'État américain évalue à plus de 80 millions de dollars par an pendant les années Aristide, alimente l'anarchie, affaiblit la gouvernance et accroît l'instabilité. Haïti est à présent un « État en déroute ». Faute d'un gouvernement compétent qui fonctionne, ces problèmes, et leurs conséquences pour le Canada et la région, s'aggraveront.

Enfin, il est important pour ses relations avec les États-Unis que le Canada joue un rôle en Haïti. Son expérience diplomatique et en matière de développement, ses capacités et ses compétences en Haïti permettent un partenariat plus équitable et plus équilibré que cela n'est possible en Afghanistan, en Iraq ou ailleurs où les contributions canadiennes se perdent généralement à l'arrière-plan. Parce qu'il a des intérêts nationaux importants, des compétences solides et qu'il joue depuis longtemps un rôle en Haïti, le Canada devrait pouvoir influencer sur la communauté internationale pour que son engagement reflète davantage les valeurs canadiennes. De plus, les États-Unis ont plus de mal ces derniers temps en Haïti, ce qui crée un espace pour un rôle canadien renforcé. Cette combinaison de facteurs ne se présente pas, et ne se représentera pas, souvent pour le Canada.

Il est important, toutefois, de garder à l'esprit que l'État haïtien n'est pas le seul à être mis en échec. L'aide internationale destinée à mettre fin à la pauvreté et à promouvoir la démocratie a aussi largement échoué. Le défi à présent consiste à résister à la tentation des solutions miracles et à ne pas répéter les erreurs du passé, financièrement aussi. Il faut trouver un modèle de développement qui fonctionnera en tirant les enseignements des erreurs commises autrefois en construisant l'État haïtien et ailleurs, tout en tenant compte de la nouvelle situation du pays. D'après l'expérience dans d'autres régions du monde, il est évident qu'une nouvelle stratégie pour Haïti doit comprendre cinq éléments clés et, dans

chacun, le Canada a un rôle à jouer.

1. **Engagement à long terme.** Au départ, le Secrétaire général des Nations Unies a demandé un engagement de dix ans, mais il a finalement accepté un engagement de deux ans assorti d'une option de renouvellement. L'expérience en Haïti comme ailleurs démontre que les donateurs s'essouffent et que les fonds diminuent à mesure que la crise qui a fait la une est oubliée des médias. Cette situation n'a été évitée que lorsqu'un donateur important a pris la responsabilité de diriger et de soutenir l'initiative, comme l'ont fait l'Australie au Timor-Oriental et la Norvège au Sri Lanka. Or, ce n'est pas quelque chose que l'ONU s'est montrée capable de faire de son côté. Les États-Unis seront le principal donateur en Haïti, mais avec des responsabilités plus pressantes au Moyen-Orient et en Asie ainsi qu'un passé troublé en Haïti, les Américains apprécieraient qu'un autre pays y prenne les choses en main. De plus, maintenant qu'Aristide a été destitué, Washington s'intéresse moins au pays, le risque étant que ce « désintérêt » se traduise en « aucun intérêt » et que Haïti retombe une fois de plus dans l'oubli. Pour éviter que cela se produise, il faut qu'un autre pays intervienne. Le Brésil a accepté de fournir l'essentiel de la force de maintien de la paix, mais les Brésiliens manquent d'expérience en matière de construction des États et de commandement d'opérations de ce type. De plus, les Brésiliens ne parlent pas d'un engagement à long terme en Haïti. Le Canada, qui possède l'expérience nécessaire pour y guider des efforts à long terme, pourrait chercher à former un partenariat pour partager ses connaissances et son expérience avec le Brésil.

2. **Sécurité.** Aucun progrès sur aucun front n'est possible sans le rétablissement et le maintien de la sécurité et de la primauté du droit. Dans un premier temps, il faut arrêter les chefs de l'insurrection armée déjà sous le coup d'inculpations au pénal. En vertu du mandat de l'ONU, les casques bleus étrangers devraient fournir une force écrasante pour désarmer les gangs et enrayer la montée de la narco-économie. Il est difficile de désarmer, mais ce n'est impossible que si rien n'est tenté pour y parvenir. Les besoins en matière de maintien de la paix sont plus légers en Haïti qu'en Afghanistan, en Bosnie et en Iraq, car les combattants aguerris, entraînés et bien armés ne sont pas légion dans le pays. Le danger est clairement qu'avec du temps et de meilleures connexions avec les narcotrafiquants, les gangs armés haïtiens se transformeront en bandes redoutables dirigées par des seigneurs de la guerre sur le modèle jamaïcain ou somalien. Les bandes organisées haïtiennes n'en sont pas encore à ce stade et toute intervention devrait, entre autres, viser à empêcher que ce scénario se réalise. Étant donné l'expérience canadienne contrariée des années 1990, une attention et des ressources égales doivent être consacrées à la mise en place d'un système judiciaire et pénal assez fiable.

3. **Diaspora haïtienne.** L'émigration et l'exode haïtiens ont notamment pour effet de priver de professionnels les ministères et les organisations de la société civile. L'ACDI et USAID s'efforcent de faire participer la diaspora haïtienne au processus de reconstruction. Il faudrait avant tout repérer les organismes des pays donateurs qui

disposent de ressources importantes et, plus particulièrement, ceux qui mobilisent la diaspora haïtienne et à qui l'on pourrait confier du travail en Haïti pour lancer le processus de reconstruction. Il y a beaucoup de leçons, bonnes et mauvaises, à tirer de l'expérience afghane récente. Ensuite, étant donné la gabegie et la corruption qui sévissaient en Haïti, il faudrait en même temps gagner la confiance des donateurs afin d'attirer les ressources nécessaires à la reconstruction.

4. **Fonds en fiducie et coordination des donateurs.** Ce sera le plus difficile dans la reconstruction de Haïti, mais il est absolument essentiel de convaincre les donateurs d'oublier leur ego national et de travailler pour le bien de Haïti. Chacun sait que le développement est plus une affaire d'offre que de demande, que les donateurs servent des priorités nationales et culturelles, y compris en insistant sur des causes marottes confiées à des ONG préférées. L'État naissant de Haïti est trop faible et trop à court de personnel pour gérer une série de relations complexes et difficiles avec une myriade de donateurs. Une dizaine de donateurs qui ont chacun leurs propres exigences en matière de reddition de comptes, de rapports, de visites officielles et de consultations pourraient effectivement noyer le processus de reconstruction sous un flot de paperasserie. Les donateurs devront rationaliser leur engagement avec le gouvernement, ce qui comprendra la mise en commun des ressources nécessaires pour financer un gouvernement provisoire haïtien dans un fonds en fiducie géré soit par une organisation internationale, soit par une société privée. De plus, les faits montrent, en Afghanistan et ailleurs, que les donateurs ne déboursent en réalité que 60 % environ de l'aide promise. Un fonds en fiducie aiderait à planifier en Haïti, puisque le budget reposerait sur des sommes déposées dans ce fonds et non pas sur l'argent qui a été promis.

5. **Élections.** Le « modèle » devrait comprendre les paramètres approximatifs d'un calendrier électoral. Étant donné le chaos qui caractérise le paysage politique, il faut éviter de répéter l'erreur bosniaque et d'organiser des élections rapidement. Il faudrait commencer par des élections

municipales. Tout scrutin national qui aurait lieu maintenant ne ferait qu'attiser les luttes fratricides et intestines que rongent le pays depuis cinq ans. À un certain moment, le gouvernement devra se présenter aux électeurs et obtenir une légitimité populaire ou être remplacé. Toutefois, devant les besoins plus pressants auxquels le pays est confronté, il est difficile de justifier le coût d'élections, probablement proche de 20 millions de dollars US. En outre, la population est lasse voire généralement dégoûtée par le processus politique et par ceux qui le représentent partout en Haïti. Il n'y a aucune raison qu'un gouvernement de technocrates ne puisse pas tenir pendant au moins deux ans, c'est-à-dire la durée du premier mandat de l'ONU, *du moment que* des progrès réels et visibles sont enregistrés dans la reconstruction, dans la lutte contre la violence et dans le rétablissement de l'ordre.

Il est essentiel, pour concevoir une intervention fructueuse en Haïti, d'avoir une stratégie de sortie claire et bien définie, avec des étapes et des objectifs sans ambiguïté, par opposition à des dates arrêtées. Il faudra, pour élaborer cette stratégie, tirer les enseignements de l'expérience en Afghanistan, au Kosovo, au Timor-Oriental et dans d'autres cas récents. ■

Carlo Dade est conseiller principal à FOCAL.

Pour consulter les rapports, les articles
et les publications de FOCAL, rendez-vous à :
<http://www.focal.ca>

La Fondation canadienne pour les Amériques (FOCAL) est un institut de politique indépendant dont le siège est à Ottawa. Il a pour mandat de favoriser des analyses, débats et dialogues informés sur les questions sociales, politiques et économiques auxquelles font face les Amériques. Nous favorisons une meilleure compréhension de ces questions au Canada et dans l'ensemble de la région. Fondé en 1990, FOCAL a un effectif de 15 personnes. Le Conseil d'administration donne son orientation stratégique à l'organisation et à ses activités.

Les idées et opinions exprimées dans le présent bulletin électronique sont celles de leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles de la Fondation canadienne pour les Amériques (FOCAL).

Pour s'abonner ou se désabonner à la présente publication, prière d'envoyer un courriel à : focal@focal.ca.



FOCAL 1, rue Nicholas Street,
Suite/Bureau 720
Ottawa, Ontario
K1N 7B7 Canada

Canadian Foundation for the Americas Tel/Tél : (613) 562-0005
Fondation canadienne pour les Amériques Fax/Téloc : (613) 562-2525
Fundación Canadiense para las Américas E-mail/Courriel : focal@focal.ca
Fundação Canadense para as Américas www.focal.ca

Copyright © FOCAL 2004

Qui est FOCAL?

Conseil d'administration

Président

John Graham, *Consultant*

Vice-présidente

Maureen Appel Molot, *professeur, The Norman Paterson School of International Affairs, Carleton University*

Secrétaire

Michael Bell, *consultant, Justice Solutions Inc.*

Trésorier

Anthony M.P. Tattersfiels, *partenaire, Raymond Chabot Frant Thornton*

Directeur exécutif

Donald R. Mackay, *FOCAL (de droit)*

Membres du conseil

Bob Anderson, *ancien vice-président des Amériques, ACDI*

Carmelita Boivin-Cole, *consultante*

Winston Cox, *sous-secrétaire général, coopération au développement, Secrétariat du Commonwealth*

Jean Daudelin, *professeur adjoint, Carleton University*

Paul Durand, *ambassadeur et représentant permanent à l'OEA (de droit)*

Kenneth N. Frankel, *Hodgson Russ LLP*

Beatrice Rangel, *présidente, AMLA Consulting*

Elizabeth Spehar, *consultante indépendante*

Brian J.R. Stevenson, *vice-président international, Université de l'Alberta*

Allan J. Stoga, *président de Zemi Communications*

Personnel

Donald R. Mackay, *directeur exécutif*

Sharon O'Reagan, *directeur adjoint*

Nadine Busmann, *analyste principale*

Laurie Cole, *analyste principale*

Carlo Dade, *conseiller principal*

Ana Julia Faya, *analyste principale*

Florencia Jubany, *analyste principale*

Olga Abizaid, *analyste*

Cristina Warren, *directrice de programme, Forum de recherche sur Cuba*

Miguel Guardado, *administrateur financier*

Diane Larabie, *administratrice générale*

Ron Elliott, *coordinateur des stagiaires*

José Hernández, *responsable des publications et Webmaster*